

Tel que prononcé

Intervention de la France Son Excellence Monsieur Jérôme Audin, Représentant permanent adjoint de la France auprès de la FAO 40ème Conférence de la FAO

«Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire»

4 juillet 2017

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les délégués,

- C'est un honneur pour moi d'intervenir dans le cadre de cette Conférence et en particulier autour de ce thème «*Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire*».
- **L'Accord de Paris** a marqué une **avancée majeure en vue de relever le défi climatique**. Le nouveau Président de la République, Emmanuel Macron, a démontré la **volonté forte de la France** en faveur de la mise en œuvre de l'accord de Paris. Et la France va d'ailleurs lancer dans quelques jours son **nouveau "Plan action-climat"**.
- **Les changements climatiques sont une menace pour l'agriculture et la sécurité alimentaire**: c'est déjà une réalité quotidienne des exploitations agricoles en France, mais c'est une réalité encore plus marquée dans d'autres régions du monde. **Il est vrai que les secteurs agricoles et alimentaires**, parce qu'ils émettent des gaz à effet de serre, **contribuent au changement climatique**. Mais **les secteurs agricoles et alimentaires sont aussi porteurs de solutions pour le climat**: d'une part parce qu'ils peuvent contribuer à la **réduction des émissions**. Et d'autre part parce qu'ils peuvent et doivent **s'adapter et améliorer leur résilience** en vue d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Lors de la COP 21 à Paris, puis à la COP22 à Marrakech, **des initiatives phares ont été lancées** dans le cadre de l'agenda d'action. Ces initiatives démontrent que nous pouvons changer de cap pour que les agricultures s'adaptent, soient plus résilientes et contribuent à la lutte contre le réchauffement climatique. Il faut continuer à faire avancer ces initiatives avec tous les acteurs impliqués: les États, le monde agricole, les entreprises et la société civile.

Parmi ces initiatives, **la France est particulièrement attachée à l'initiative 4 pour 1000** qui vise à faire évoluer les pratiques et les systèmes agricoles en encourageant l'effet « pompe à carbone » des sols car cet effet est bon non seulement pour le climat, mais il l'est aussi pour la fertilité des sols, donc pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Je voudrais également souligner les **efforts réalisés dans le secteur de l'élevage** avec en particulier l'initiative *Carbon Life Dairy*, qui vise à une réduction des émissions de gaz à effet de serre liés à la production laitière, et le projet *Life Beef Carbon*.

Je voudrais aussi bien sûr mentionner les **initiatives portées par la FAO** comme *Save Food* qui vise à réduire les pertes et gaspillages, *Water scarcity* pour améliorer la gestion de l'eau agricole, ou encore *Blue growth* dans le secteur des pêches.

- Face à ce défi climatique, nous aurons tous **besoin d'une FAO solide** qui puisse accompagner et conseiller ses États Membres. La France se félicite de la récente **stratégie climat** dont s'est dotée la FAO. Le soutien de la FAO sera essentiel pour appuyer les pays dans la mise en œuvre des volets agricoles de leurs contributions déterminées au niveau national.
- Plus largement, si nous voulons répondre aux défis du 21^e siècle - c'est à dire nourrir une population croissante de manière socialement responsable et équitable tout en préservant notre environnement - il nous faut clairement **changer de paradigme**.
- La France salue à cet égard les efforts de la FAO. **Le nouveau cadre stratégique reflète précisément cette nécessité d'accompagner la transition des agricultures**, dans leur diversité, vers un développement agricole et alimentaire à la fois plus équitable et plus durable, mais qui soit également performant au plan économique, car il est essentiel que les agriculteurs puissent vivre de leur travail. La **promotion des approches agro-écologiques** prend évidemment tout son sens dans cette transition et elle reçoit tout notre soutien.

Nous avons la **responsabilité de nous mobiliser collectivement** pour faire de l'agriculture un des piliers du développement durable et de la lutte contre la pauvreté, en particulier sur le continent africain. Cela passe par un **soutien à la mise en œuvre des stratégies régionales et nationales**. Il est notamment fondamental que les engagements pris en faveur de l'adaptation de l'Afrique soient tenus. **La France s'est engagée** dans ce domaine et d'ici 2020, l'Agence française de développement va porter son aide à la lutte contre le changement climatique de 3 à 5 milliards d'euros par an.

- Pour accompagner les évolutions nécessaires pour que les agricultures répondent au défi de la durabilité, l'appui de **politiques publiques volontaristes** sera également essentiel.

En France, dans les prochaines semaines, le Président de la République va lancer avec le Ministre de l'agriculture, des **États généraux de l'alimentation**. L'objectif est de faire travailler ensemble tous les acteurs des filières alimentaires pour créer de la valeur et mieux la répartir entre les différents maillons tout en répondant aux attentes sociétales. Nous pensons que c'est dans cette direction que l'agriculture doit aller. Et, par ses travaux normatifs, par ses connaissances, qui sont mises à disposition de tous, la FAO a un rôle majeur à jouer.

- Enfin, nous sommes satisfaits de voir que la **lutte contre l'antibiorésistance** fait l'objet d'une attention particulière dans le prochain programme de travail de la FAO. C'est un sujet vital sur lequel il est **indispensable de passer aux actes** pour atteindre la suppression de l'utilisation des antibiotiques comme facteur de croissance.
- Pour conclure, en vue d'obtenir des résultats, il nous paraît essentiel non seulement de **maintenir une impulsion politique de haut niveau** sur ces questions d'agriculture durable et de sécurité alimentaire, mais également de **poursuivre nos efforts dans la durée**.

Je vous remercie de votre attention.